

# LE VILAIN PETIT ANAR

Le journal des Jeunes Libertaires de Toulouse

DECEMBRE 2014  
NUMERO SPECIAL  
MOUVEMENT CONTRE LES VIOLENCES  
POLICIERES

**D**ans la nuit du 25 au 26 octobre 2014, un jeune homme, Rémi Fraïsse, est mort sur le site de la ZAD du Testet, dans le Tarn, tué par une grenade offensive lancée par un gendarme. Ce jour là rien ne justifiait la présence policière qui était pourtant massive et dotée de lourds moyens répressifs.

Suite au meurtre de ce militant écologiste venu défendre la zone humide lors d'un week-end de soutien aux opposants au barrage de Sivens, l'IGGN a été saisie par monsieur Cazeneuve, ministre de l'intérieur dans le cadre de l'enquête administrative.

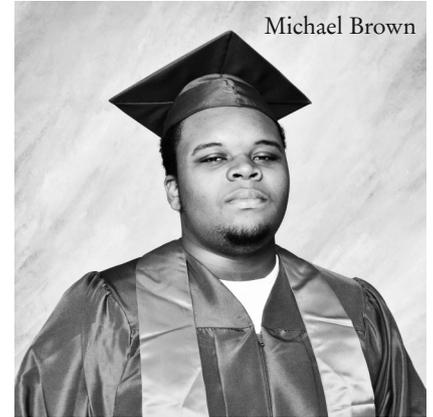


C'est le général Pierre Renault qui a donné les dernières conclusions de cette enquête le 2 décembre dernier. Et ces conclusions sont édifiantes : il n'y aurait « aucun éléments pour caractériser une faute professionnelle » ! Pourtant le gendarme en question a utilisé une arme qui n'est pas censée être mortelle et pourtant quelqu'un est mort. Le fonctionnaire a pris la « précaution d'utiliser une paire de jumelles pour vérifier si personne ne se trouvait dans la zone » mais a quand même réussi à toucher quelqu'un. Il faudra m'expliquer car, dit comme ça, les faits contredisent les conclusions de l'enquête. Parallèlement à la mort de Rémi l'enquête a aussi porté sur l'affaire dite « de la caravane » ou un gendarme a lancé une grenade dans un lieu clos, une caravane située sur le site de la ZAD. Mais cette fois ci l'IGGN pointe du doigt la responsabilité du fonctionnaire et conclue "à une faute professionnelle grave" et demande des sanctions. C'est à n'y rien comprendre, dans cette affaire les

contradictions sont évidentes. Après avoir interdit les grenades offensives le gouvernement tente encore une fois de noyer le poisson avec cette sanction symbolique.

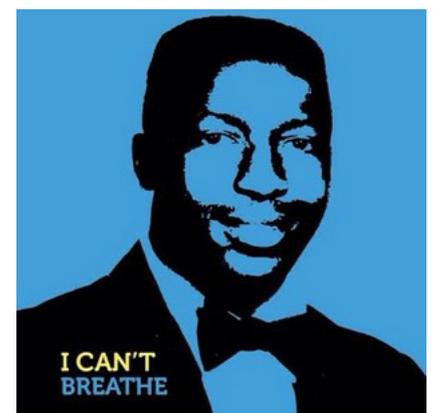
Tout ceci montre l'impunité dont jouissent les forces de l'ordre capitaliste qui sont apparemment au dessus des lois. Tout comme ce projet de barrage, car en effet récemment l'Europe s'est mêlé de l'affaire de Sivens. La commission européenne a ouvert une procédure d'infraction contre la France pour non respect de la législation européenne. Quel cynisme si Rémi était mort tué par des flics venus défendre un chantier illégal ! Mais ça n'aurait rien d'étonnant, l'autre barrage similaire à quelques kilomètres du Testet à lui aussi été réalisé dans la plus grande illégalité. Il s'agit du barrage de Fourogue, construit il y a 17 ans et toujours parfaitement illégal aujourd'hui.

Par contre les manifestations qui ont suivies la mort de Rémi ont été interdites et réprimées sous prétexte qu'elle étaient « illégales ». Ceci montre que la loi est un instrument de la classe des bourgeois au pouvoir. Nous n'avons rien à attendre de leur « droit » car ils en font ce qu'ils veulent et le tournent toujours contre les exploités. Il faut en finir avec l'état et abolir les classes sociales !



Michael Brown

**A** Ferguson avec l'affaire Michel Brown et à New York avec celle d'Eric Garner ont émergé des luttes qui font écho à celle qui a succédé à la mort de Rémi F. Les circonstances sont identiques, la police tue et la justice acquitte le tueur. Ensuite les gens se mobilisent contre la police. Tout ceci nous laisse entrevoir qu'il y a à une même condition pour les hommes quelque soit l'endroit ou ils habitent.



Eric Garner

Une preuve que la loi ne sert que les flics et l'état: le cas de ce jeune américain de 16 ans, Ivins Rosier, condamné à 23 ans de prison pour avoir tué ... un chien policier !

# LE MIRAIL EN LUTTE

**R**éveillée par l'assassinat de Rémi Fraisse et la représentation étatique l'université du Mirail est sortie de sa torpeur.

Le pantouflage militant rythmé habituellement par les assemblées dépeuplées et les scrutins syndicaux clownesques a été bousculé. Plusieurs journées de blocage ont eu lieu et une occupation du campus marque toujours la volonté des étudiants de s'approprier cet espace. Le président de l'université a démontré sa science du double langage, exprimant son accord avec les étudiants en luttant tout en lâchant ses briseurs de grèves sur les occupants. Un jeune homme qui filmait l'attaque de la « sécurité » a été mordu par un chien. En plus de faire appel à des agents privés pour intimider les militants la direction a manipulé un grand nombre d'étudiants qui se sont opposés de façon stérile et hystérique

à la mobilisation. Il apparaît que men-songes, matraques et divisions sont comme toujours prêts à servir lorsque le pouvoir se trouve attaqué. Mais il apparaît aussi qu'un mouvement social venu de la base comme celui ci ne se laisse pas arrêter par les simagrées des autorités comme il ne se laisse pas canaliser par les organisation réformistes. Celles-ci ont échoués à démontrer leur utilité lors d'assemblées générales interminables et chaotiques qui furent finalement reprises en main par l'administration. Certaines assemblées d'UFR ont même étaient clôturés par les directeur d'UFR qui se sont même payé le luxe d'inviter les étudiants à venir à l'AG se tenant l'après midi. Faut il donc signaler la collusion d'intérêt entre l'administra-

tion et les organisation syndicales qui dirigent les AG et siègent au conseil d'administration ?

La mobilisation concrète quand-à elle perdure et prouve que « l'université de demain » n'aura pas la couleur grise du béton de Vinci® et des rêves de technocrates. Des écrits révolutionnaires et des propos radicaux s'échangent dans le campement auto-géré, faisant finalement de la fac un

réel lieu d'études sociales et politiques. Des projections de documentaires et des débats se déroulent tous les jours, loin de l'image violente propagée par les média à

la botte des flics et du capital. Les erreurs inhérentes aux mouvements hétérogènes sont peu à peu gommées et la motivation n'est pas retombée. Vivement la suite.



## DU COTE DES LYCEES

**S**i à Toulouse on n'a pas vu de blocages de lycées, les lycéens étaient bien présents dans les manifestations du mois de novembre. A Paris par contre le mouvement a bien pris même si à l'heure où ce journal est imprimé il s'est depuis éteint. A partir de début novembre plusieurs journées d'actions lycéennes ont eu lieu. De nombreux lycées ont été bloqués et des manifestations importantes se sont déroulées. Ici encore on a pu voir les syndicats lycéens et les trotskystes tenter de récupérer la dynamique afin de la canaliser. Pour



exemple un extrait d'un communiqué émanant de l'AG des lycéens et qui se passe de commentaires : « Il s'avère qu'ils venaient aider la FIDL à imposer son parcours et sa vision de la manif à tous les lycéens présents, un procédé vraiment pas très démocratique. Avec leur équipe de gros bras, ils encadraient donc la manif, en agitant en-core et toujours le spectre du casseur. ». Dans le même registre de soi-disant « parents d'élèves » sont intervenus pour empêcher des blocages de lycées, allant même jusqu'à brutaliser violemment des jeunes.

**E**n plus de la mobilisation classique qui consiste en des jours de grèves et de blocages de l'université, le Mirail connaît actuellement une occupation qui a pris pour nom la ZIC, zone d'interpellation chaleureuse. Les pelouses et des salles sont occupées et de nombreuses activités sont organisées. Évidemment les jaunes, les politiciards et la présidence de la fac font tout pour mettre fin à l'occupation mais le mouvement semble résister.

Pour nous contacter : [jeuneslib.toulouse@gmail.com](mailto:jeuneslib.toulouse@gmail.com)

Jeunes Libertaires Toulouse, 7 rue St Rémy 31000 Toulouse - Métro Carmes ou Palais de justice

[www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse](http://www.facebook.com/jeuneslibertairestoulouse)

Supplément à Anarchosyndicalisme! n° 142 - 10 décembre 2014

Le groupe des JL de Toulouse est en reconstitution et de très nombreux sujets sont encore en débat entre nous et les articles peuvent exprimer de ce fait des points de vue différents qui ne sont pas nécessairement l'expression du groupe en tant que tel.

# LE FLIC ET LE POLITICARD

Depuis le début du mois de novembre, après la mort de Rémi Fraisse, nous (les Jeunes Libertaires) avons participé aux manifestations contre les violences policières. Dans le même temps les syndicats et partis politiques ont organisé un défilé « contre l'austérité ». La police et L'État ont réagi de manières différentes vis à vis de ces deux types de rassemblements. Les manifs syndicales ont été autorisées par la préfecture et les flics ont laissé le cortège défilé. Pourquoi ? Car les syndicats et partis sont liés à l'état qui les subventionne, leur contestation ne gêne pas le pouvoir.

Dans les manifs contre les violences policières ont participé des gens de tous bords (zadistes, clowns activistes, étudiants...) qui ne manifestaient pas pour une organisation. C'est pour cela que l'état ne laisse pas nos manifestations avoir lieu. Il a peur d'un mouvement qui remet en cause l'existence de la police et qui n'est canalisé par aucun de ses alliés... C'est pour cela qu'ils choisissent la stratégie de la tension, provoquant l'affrontement en nous bloquant et en nous dispersant pendant les manifs ils peuvent ensuite lancer les hordes de flics qui poireautent dans les camions. C'est pour ça qu'ils nous attaquent avec leurs matraques et leurs bombes lacrymogène. Tout ce climat fait peur et vise aussi la population locale qui réfléchit à deux fois avant de sortir, les médias faisant croire à un état de siège proche de la guérilla urbaine .

Pour mémoire il faut savoir que les collectifs ZAD apparus un peu partout en France depuis la lutte à Notre

Dame des Landes sont victimes de tentatives d'encadrement par des organisation capitalistes et étatiques comme la Confédération paysanne, les Vignoles ou le NPA. Il est donc compréhensible que depuis le début du mouvement ces organisations essayent d'éviter que les revendications sortent du cadre très réformiste pour lesquelles elles militent. Il est aussi logique qu'à Toulouse elles nous aient amené dans des souricières de façon systématique, tentant de négocier avec le préfet, mettant en danger les manifestants et se félicitant après du « bon déroulement » des manifs. Il est normal aussi que ces organisations aient joué la division en appelant à une contre manif le 15 novembre tout en jouant le même jeu que le gouvernement, le jeu de la division, stigmatisant les soi-disant casseurs. Certains n'ont pas hésité à appeler à filmer les « casseurs » et à mettre les vidéos sur internet... un appel à la délation en bonne et due forme. Au Mirail, dans l'AG on a pu, là aussi, constater la connivence entre les sociaux traîtres et la présidence. Non seulement les politicards ont amené la télévision dans l'AG mais certains tenaient le même discours que le président de la fac, en appelant à virer ceux qui n'étaient pas étudiants, et qui selon eux n'étaient pas légitimes pour lutter à la fac. Certains tentaient de récupérer en amenant le programme du Parti de Gauche et sa saloperie de 6ème république.

L'avantage des luttes concrètes est qu'elle obligent les collaborationnistes à se dévoiler. Rappelons nous qu'il n'y a que deux cotés sur une barricade...

## SOLIDARITE

Le 04 décembre dernier un rassemblement de solidarité aux inculpés des manifs du 01 et 08 novembre s'est tenu devant le Palais de Justice de Toulouse. Les camarades étaient jugés pour leur participation au mouvement. Si certains étaient venus avec leurs logos, drapeaux et autocollants, prouvant une fois de plus leur volonté de récupérer tout ce qui se fait de lutte sociale au profit de l'état et du capitalisme, il faut se féliciter de la réussite de cette action de solidarité. Mais si les manifestants se sont déplacés en nombres, d'autres acteurs étaient là en masse eux-aussi. En effet comme depuis le début des manifestations contre la police celle-ci était bien là. Venus avec moult camions, les CRS (SS) bloquaient l'accès au tribunal. L'audience qui



devait être publique a finalement eu lieu à huis clos pour empêcher les « débordement » (c'est à dire pour empêcher les gens de participer, ça s'appelle de la censure). Le bilan de l'action est positif car les gens sont resté toute l'après midi afin de soutenir les inculpés. Malheureusement les peines ont été extrêmement lourdes. Des mois de prisons avec sursis, des TIG et de lourdes amendes pour avoir eu l'audace de vouloir exprimer son indignation face à la mort de Rémi Fraisse. Les charges retenues étaient évidemment fantaisistes comme par exemple celle de rébellion lors de l'arrestation... quand on sait le nombre de flics qu'ils mobilisent pour arrêter une seule personne et l'armure dont disposent les forces de l'ordre capitaliste on se prend à sourire.

## RENDEZ-VOUS LE 21 FEVRIER

Un appel est lancé depuis Toulouse pour participer à la manifestation nationale du 21 février 2015. Elle sera en soutien aux ZAD et contre les violences policières. C'est à l'occasion de l'anniversaire de la manif du 22 février 2014 qui eut lieu à Nantes contre l'aéroport de Notre Dame des Landes, et lors de laquelle les manifestants avaient fait preuve de combativité allant même jusqu'à ériger des barricades dans la ville. Contre l'état et sa police, rendez-vous le 21 février 2015 !!

En attendant le mois de Février, la ZAD de Roybon en Isère est entrée en résistance ces dernières semaines. Le projet de Center Parcs, parc à beaufs, est contesté. Les élus locaux (PS, FN ...) se mobilisent pour défendre leur projet et ont organisé une manifestation pro-Center Parcs. Pas étonnant vu que ce projet ne profitera qu'à leur classe de bourgeois. Notre seule arme face à la violence de cette société est la solidarité. Mobilisons nous pour porter main forte à nos camarades de Roybon !!

## LE 7 JANVIER 2015,

aura lieu à Rennes le procès en appel des "Camille à poil". Ces activistes ont choisi la nudité pour manifester leur opposition à l'aéroport de Notre Dame des Landes. Ils sont jugés pour des motifs fallacieux comme d'habitude. Ils encourent de la prison ferme. Plus d'infos ici: <http://kamyapoil.free.fr>



Le dernier numéro d'Anarchosyndicalisme! daté de décembre/janvier propose un dossier complet sur le thème des mobilisations de l'automne. Vous y trouverez aussi de nombreux autres articles de fond ou d'actualité. Ça change de la soupe politicienne! dispo ici: <http://www.cntaittoulouse.lautre.net/spip.php?article716>

En attendant de la mettre à jour nous publions un extrait de la charte des JL pensée par ses créateurs.

*"Les Jeunes Libertaires sont un groupe de militants anarcho-syndicalistes, créé en 1992 par des jeunes de la CNT-AIT (Confédération Nationale du Travail, section française de l'Association Internationale des Travailleurs), avec laquelle nous partageons les principes politiques. Notre structure est totalement indépendante pour la prise de décisions, la trésorerie, les actions et la gestion du fonctionnement interne.*

*Les membres reconnaissent les principes suivants : autogestion, fédéralisme, antiélectorisme, antiétatisme, solidarité de classe et solidarité internationale, écologie, anti-autoritarisme (c'est à dire contre toutes les dictatures, y compris celle du prolétariat)...*

*Notre fonctionnement est basé sur les principes libertaires, c'est à dire que toutes les décisions sont prises lors de réunions hebdomadaires, ouvertes à tous, où chacun participe à l'élaboration du journal, d'actions... Le contrôle de chaque militant sur cette structure et ses réalisations est un élément fondamental à la démocratie directe, à l'élaboration de l'autogestion. Ces termes à la mode ne doivent pas être vidés de leur sens pour n'en garder que l'image qu'ils pourraient évoquer. Ainsi, pour l'élaboration des différentes activités, tout est débattu en commun au cours des réunions. Cela a plusieurs avantages. La discussion permet de confronter diverses opinions, d'élargir un débat où chacun peut amener d'autres points de vue, et finalement de contribuer à un équilibre au sein du groupe. Cet équilibre est l'un des moyens d'éviter la hiérarchisation, la prise du pouvoir ou la "spécialisation" dans certains domaines. Les pratiques sont les fondements de tout développement et ne doivent pas être oubliés au prix "d'efficacité, de rapidité..."*